

**Arrêté préfectoral complémentaire actualisant les activités exercées
Société GALLOO FRANCE
Commune de Clairoix**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 124-4, L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN, en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et la réglementation pour les ICPE soumises à autorisation associée dont l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables à l'activité de transit, de regroupement et de tri de papiers et de pneumatiques usagés relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et notamment son annexe I relative au cahier des charges joint à l'agrément délivré à l'exploitant d'un centre VHU ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral délivré le 21 juin 1983 à la société LUCIEN BRION en vue d'exploiter des installations de récupération de déchets métalliques, de récupération et stockage de papiers usés ou souillés, de récupération, triage et stockage de chiffons usagés ou souillés, et d'installation d'un four défermé à l'aluminium ;

Vu l'arrêté préfectoral délivré le 20 mars 1986 à la société LUCIEN BRION en vue d'exploiter une ligne de déchiquetage des ferrailles ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 3 juillet 2013 à la société LUCIEN BRION en vue d'actualiser le classement des activités et imposant le respect des prescriptions édictées aux arrêtés ministériels des 14 octobre 2010 et 26 novembre 2012 relatifs aux installations des rubriques n°s 2714-2 et 2712-1b de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 décembre 2017 imposant à la société BRION la réduction de l'impact acoustique de ses installations situées à Clairoix ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2019 portant renouvellement de l'arrêté d'agrément VHU du 15 septembre 2008 délivré à la société Ets BRION SAS pour ses installations de stockage, de dépollution, de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) exploitées sur la commune de Clairoix ;

- annexe 1 de l'arrêté : agrément PR 60 00028 D pour la dépollution des VHU ;
- annexe 2 de l'arrêté : agrément PR 60 00001 B pour le broyage de VHU ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 novembre 2021 relatif à la reprise de l'activité « tournures et barres d'acier » sur le site GALLOO de Clairoix ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2022 autorisant la reprise des activités « réception des petits apporteurs », « cisailage », « oxycoupage » et « dépollution de VHU » sur le site de Clairoix ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu l'étude des dangers de mai 2009 transmise par courrier du 19 mai 2009, complétée le 17 décembre 2021 ;

Vu les dossiers de demande déposés les 3 mars 2023 et 23 septembre 2024 par la société GALLOO France CLAIROIX :

- pour substituer le gardiennage « physique » par une solution automatisée ;
- pour supprimer le broyeur et déplacer les activités de cisailage sur le site de Clairoix ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 23 septembre 2024 ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel du 10 octobre 2024 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 17 octobre 2024 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 22 octobre 2024 ;

Vu le retour de l'exploitant par courriel du 24 octobre 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. Les activités de broyage ont été cessées et l'installation de broyage a été démantelée ;
2. La cisaille est remplacée par une machine plus moderne donc moins bruyante. L'activité est déplacée vers le fond du chantier, à la place du broyeur, pour atténuer les nuisances ressenties par les riverains ;
3. Des écrans acoustiques sont déjà existants positionnés pour l'activité de cisailage, un mur anti-bruit supplémentaire est mis en place ;
4. Le gardiennage « physique » est remplacé par une solution automatisée qui repose sur la mise en place de systèmes de détection automatisés, pilotés à distance par des sociétés de surveillance spécialisée. La détection est plus rapide et l'ordre d'intervention beaucoup plus fluide ;
5. Les évolutions du site n'engendrent aucune évolution du tableau des installations classées ;
6. La mise en œuvre du projet (déplacement de la cisaille et implantation d'un mur anti-bruit supplémentaire) permet de réduire les niveaux de bruit dans l'environnement et de respecter les niveaux d'émergence réglementaires imposés par l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
7. Le déplacement de la cisaille et des zones de stockage de ferrailles en amont et aval de cette activité ne génère pas de dangers supplémentaires par rapport aux tiers au voisinage du site ;
8. Les besoins en eau d'extinction incendie et en confinement des eaux d'extinction n'évoluent pas avec le projet ;
9. Au regard de ces éléments, les modifications envisagées sont jugées notables mais non substantielles ;
10. Il convient toutefois de modifier et fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

CHAPITRE 1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société GALLOO France CLAIROIX, ci-dessous dénommée exploitant, dont le siège social est situé Première avenue Port Fluvial à Halluin (59250), est tenue de respecter, en sus des prescriptions des actes administratifs antérieurs qui s'appliquent à l'établissement qu'elle exploite 288 rue de la République à Clairoix (60280), et notamment celles de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2022, les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions du présent arrêté complètent les dispositions prises dans le cadre des arrêtés préfectoraux complémentaires des 30 novembre 2021 et 25 mars 2022.

ARTICLE 1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES À ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration, incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement, incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 2 – NATURE DES INSTALLATIONS

L'article 2.1 « liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2022 est remplacé par le suivant :

Sur la base de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (annexe de l'article R. 511-9 du Code de l'environnement) et selon la codification ci-dessous :

- A : activité soumise à Autorisation ;
- D : activité soumise à Déclaration ;
- DC : activité soumise à Déclaration et soumise au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du Code de l'environnement ;

les activités classées ICPE du site et leur classement sont les suivants :

Rubrique	Désignation des activités	Quantité maximale autorisée	Régime
2718-1	Installation de transit, de regroupement et de tri de batteries usagées. La quantité de déchets étant supérieure à 1 tonne	Batteries automobiles usagées M = 24 t de batterie plomb	A
2791-1	Installation de traitement de déchets de métaux, la quantité de déchets traités étant supérieure à 10 t/j	Cisaillage et découpage au chalumeau de déchets non dangereux M = 250 t/j, maximum 3 000 t/mois	A
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques n ^{os} 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant :	Stockage / tri / transit de fer et métaux issus des petits apporteurs S = 32 000 m ²	E

Rubrique	Désignation des activités	Quantité maximale autorisée	Régime
	1. Supérieure ou égale à 1 000 m ²		
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique n° 2719 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	100 VHU par mois soit 1 200 par an S = 12 000 m ² Découpage/broyage interdits	E
2711-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique n° 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Volume maximal de D3E : 600 m ³	DC
2714-2	Installation de transit, de regroupement et de tri de papiers et de pneumatiques usagés, le volume de déchets susceptibles d'être présent dans l'installation. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Stockage de pneumatiques issus de la dépollution de VHU V = 4 bennes de 33 m ³ soit 132 m ³	D
4725-2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	Total : 2,84 t	D

CHAPITRE 3 – MOYENS DE PRÉVENTION DES INCENDIES

L'article 4.1.2 « gardiennage » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 novembre 2021 est supprimé et remplacé par le suivant :

En heures ouvrées, le personnel présent est formé en qualité d'équipier de seconde intervention et particulièrement aux risques liés au secteur des déchets.

En heures non ouvrées, le site bénéficie d'une surveillance discontinue par caméras thermiques et détecteurs de fumée.

La détection est active 24 h/24 h et couvre l'ensemble des zones à risque identifiées dans l'étude de dangers du site :

- La réception des ferrailles en mélanges (zone particulier et zone cisaille), le stockage des DEEE et la zone de cisailage. Ces trois zones seront couvertes par une caméra adaptée ;
- La zone de dépollution des VHU étant en intérieur, une détection de fumée est mise en place.

En cas d'élévation de température ou de détection de fumée, un appel téléphonique est établi vers trois personnes (cascade).

Parmi ces trois personnes, il y a le chef de chantier. Ces 3 personnes peuvent consulter les images à distance et déclencher l'alerte.

En cas d'absence de réponse des 3 destinataires, le centre d'appel prévient directement les secours. Le site dispose d'une ligne téléphonique directe dédiée à l'appel du centre de traitement de l'alerte (CTA – n° de téléphone : le 18).

Un salarié occupe le logement situé sur le site. Ce salarié est la première personne appelée en cas d'élévation de température/détection de fumée. En cas d'alerte avérée, sa mission consiste à prévenir les secours, ouvrir le site et débiter l'attaque du feu.

Un contrôle de fonctionnement avec une source chaude est effectué tous les mois pour vérifier le fonctionnement de la caméra thermique.

La liste du matériel assurant la surveillance incendie ainsi que l'emplacement de ce matériel seront établis selon l'expertise de la société chargée de la surveillance incendie. L'exploitant transmettra ces éléments à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 4 – NUISANCES SONORES

L'article de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 décembre 2017 est supprimé et remplacé par le suivant :

L'exploitant s'assure de la mise en place des moyens de maîtrise des émissions sonores suivants :

- équipements de travail et véhicules de transport conformes aux dispositions réglementaires en vigueur en matière de niveaux sonores ;
- implantation des sources de bruit dans des bâtiments dans la mesure du possible ;
- murs et parois anti-bruit vis-à-vis des sources extérieures ;
- emploi d'avertisseurs sonores sur site strictement interdit à l'exception des impératifs de sécurité.

Les compresseurs sont implantés dans des locaux maintenus fermés.

Les équipements les plus bruyants sont implantés de manière à être le plus éloignés des zones à émergences réglementées.

Le site ne génère pas de nuisances sonores la nuit.

L'emploi d'avertisseurs sonores sur le site est strictement interdit, à l'exception de ceux utilisés pour des impératifs de sécurité.

Le niveau sonore des bruits aériens émis par les différents engins de manutention est conforme à l'arrêté ministériel du 12 mai 1997, pris en application du décret n°95-79 du 23 janvier 1995 et du décret du 29 juillet 1992 (n°92, 765, 767) relatif aux règles techniques et aux procédures de certification de conformité applicables aux équipements de travail.

La société GALLOO France CLAIROIX fait mesurer les niveaux d'émission sonore tous les trois ans.

Des murs anti-bruit sont implantés conformément au plan présent en annexe 1 du présent arrêté.

Les murs présentent un traitement absorbant au moins sur la face orientée vers la cisaille. Il peut s'agir de panneaux sandwich :

- perforés sur laine minérale (absorption acoustique) ;
- d'épaisseur de laine minérale ≥ 60 mm ;
- de densité de laine minérale ≥ 25 kg/m³ ;
- avec un indice d'affaiblissement $R_w \geq 30$ dB (celui déjà en place satisfait ce critère).

CHAPITRE 5 – PUBLICITÉ ET RECOURS

ARTICLE 5.1 – DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée dans le délai de deux mois au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

- 1° à compter du jour de notification par le pétitionnaire ou l'exploitant ;
- 2° à compter de l'affichage en mairie ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture par les tiers intéressés.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à la préfète de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours, de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 5.2 – PUBLICITÉ

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Clairoix pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Clairoix fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 5.3 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de la commune de Clairoix, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **04 NOV. 2024**

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataire :

La société GALLOO

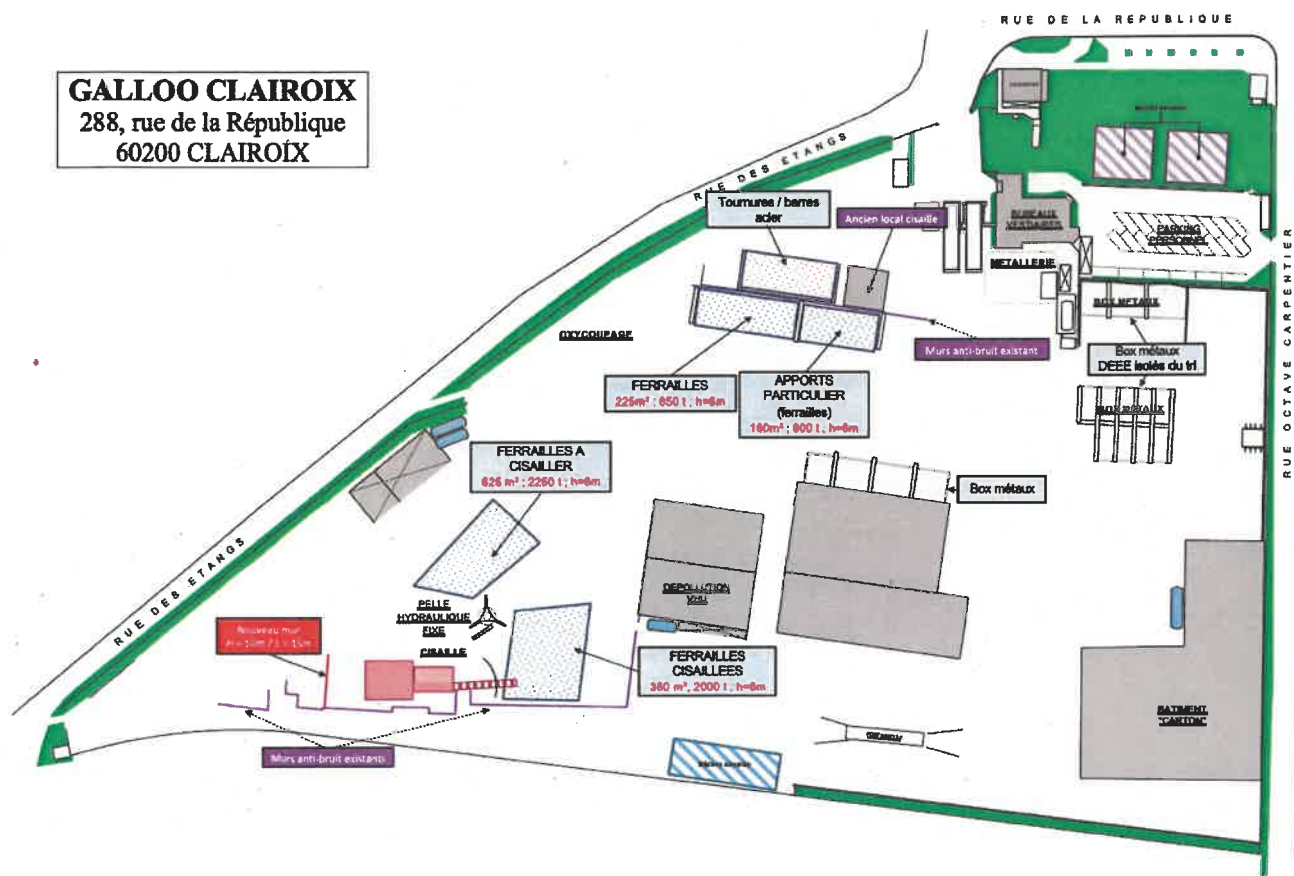
Le sous-préfet de Compiègne

Le maire de la commune de Clairoix

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Annexe 1 : plan des zones d'activités



**Annexe 2 : emplacements des moyens de lutte contre l'incendie
et de rétention des eaux d'extinction**

